

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 23 septembre 2025 à 18h00

Au siège de Grand Lac, Communauté d'agglomération
1500 boulevard Lepic 73 100 AIX-LES-BAINS

1	AIX-LES-BAINS	T	ANCIAUX Christèle	
2	AIX-LES-BAINS	T	BERETTI Renaud	
3	AIX-LES-BAINS	T	CAMUS Gilles	
4	AIX-LES-BAINS	T	CARDE Daniel	
5	AIX-LES-BAINS	T	DUBOUCHET REVOL Karine	
6	AIX-LES-BAINS	T	FRAYSSE Claudie	
7	AIX-LES-BAINS	T	FRUGIER Michel	
8	AIX-LES-BAINS	T	GIMENEZ André	
9	AIX-LES-BAINS	T	GUIGUE Thibaut	
10	AIX-LES-BAINS	T	MOIROUD Christophe	
11	AIX-LES-BAINS	T	MONTORO-SADOUX Marie-Pierre	
12	AIX-LES-BAINS	T	MOREAUX-JOUANNET Isabelle	Pouvoir de Michelle BRAUER
13	AIX-LES-BAINS	T	PETIT GUILLAUME Sophie	
14	AIX-LES-BAINS	T	POILLEUX Nicolas	
15	AIX-LES-BAINS	T	VAIRYO Nicolas	
16	AIX-LES-BAINS	T	VIAL Jean-Marc	
17	BOURDEAU	T	DRIVET Jean-Marc	
18	BRISON SAINT INNOCENT	T	CROZE Jean-Claude	
19	BRISON SAINT INNOCENT	T	MASSONNAT Marthe	
20	CHANAZ	T	HUSSON Yves	
21	CHINDRIEUX	T	BARBIER Marie-Claire	
22	DRUMETTAZ-CLARAFOND	T	BEAUX-SPEYSER Danièle	Pouvoir de Nicolas JACQUIER
23	ENTRELACS	T	BRAISSAND Jean-François	
24	ENTRELACS	T	COCHET Claire	
25	ENTRELACS	T	GERBELOT Gaëlle	
26	ENTRELACS	T	GUIGUE Jean-Marc	
27	ENTRELACS	T	GRANGE Yves	
28	GRESY-SUR-AIX	T	PIGNIER Colette	
29	GRESY-SUR-AIX	T	POURCHASSE Patrick	
30	GRESY-SUR-AIX	T	TROQUIER Chrystel	
31	LA BIOLLE	T	NOVELLI Julie	
32	LA CHAPELLE DU MONT DU CHAT	T	MORIN Bruno	
33	LE BOURGET DU LAC	T	LE GUELLEC CARROZ Gwénaëlle	
34	LE BOURGET DU LAC	T	SIMONIAN Édouard	
35	LE MONTCEL	T	HUYNH Antoine	

36	MERY	T	FONTAINE Nathalie	
37	MERY	T	ROULET Stéphane	
38	MOTZ	T	CLERC Daniel	
39	MOUXY	T	BONICI José	Pouvoir de Armelle PERSON
40	ONTEX	T	CARRIER Christiane	
41	PUGNY-CHATENOD	T	CROUZEVALLE Bruno	
42	RUFFIEUX	T	ROGNARD Olivier	
43	SAINT OFFENGE	T	GELLOZ Bernard	
44	SAINT OURS	T	ALLARD Louis	
45	SERRIERES-EN-CHAUTAGNE	T	TOUGNE-PICAZO Brigitte	
46	TRESSERVE	T	LOISEAU Jean-Claude	
47	TRESSERVE	T	MOULIN Annie	
48	TRESSERVE	T	ROUSSEL Christian	
49	TREVIGNIN	T	CHAPUIS Nicolas	
50	VIVIERS DU LAC	T	AGUETTAZ Robert	
51	VIVIERS DU LAC	T	SCAPOLAN Martine	
52	VOGLANS	T	MERCIER Yves	Pouvoir de Martine BERNON

25 communes présentes

Absents excusés :

BOURGET-DU-LAC	MERCAT Nicolas
AIX-LES-BAINS	POTIN Esther

L'assemblée s'est réunie sur convocation du 17 septembre 2025, transmise dans les conditions prévues par les articles L. 2121-10 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales, à laquelle était joint un dossier de travail comprenant l'ordre du jour, la note de synthèse et 29 projets de délibérations.

La convocation, l'ordre du jour et le dossier de travail ont également été transmis aux conseillers communautaires suppléants et aux conseillers municipaux des communes membres de Grand Lac, conformément à l'article L. 5211-40-2 du code général des collectivités territoriales.

Le quorum est atteint en début de séance : la séance est ouverte avec 52 présents et 4 procurations

Julie NOVELLI est désignée secrétaire de séance.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Grand Lac ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 Place de Verdun, BP1135, 38022 Grenoble Cedex), dans le délai de deux mois à compter de sa publication (acte réglementaire) ou de sa notification (acte individuel). Le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.



DÉLIBÉRATION

N° : 28 Année : 2025

Exécutoire le : 02 OCT. 2025

Publiée / Notifiée le : 02 OCT. 2025

Visée le : 30 SEP. 2025

VALORISATION DES DECHETS Modification des statuts de Savoie Déchets

Monsieur le Président rappelle que Grand Lac, Communauté d'agglomération, est membre du syndicat mixte Savoie Déchets en charge du traitement des ordures ménagères et assimilées et des opérations de tri des collectes sélectives et assimilées apportées sur les sites du syndicat.

Savoie Déchets est en charge de l'exploitation directe d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), et doit conformément à l'article L. 1412-1 du code général des collectivités territoriales, constituer une régie à autonomie financière, après avoir recueilli l'avis de la Commission consultative du service public local (CCSPL).

Cette régie à autonomie financière sera administrée sous l'autorité du Président de Savoie Déchets et du Comité Syndical, par un conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un directeur, en application de l'article R2221-3 du CGCT.

Dans ce cadre, il convient de procéder à une modification des statuts du syndicat, afin d'intégrer :

- Une rédaction plus précise des compétences obligatoires du syndicat, visant explicitement la filière de traitement des déchets organiques, suite au rapport de la chambre régionale des comptes de 2022 ;
- La création d'une régie à autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées ;
- La définition des compétences relevant du pouvoir de décision obligatoire du Comité syndical, conformément aux articles R. 2221-72 et 73 du CGCT ;
- La définition des compétences relevant du Président au titre de l'administration de la régie,
- La composition du Conseil d'exploitation, qu'il est proposé de constituer de 30 membres désignés par le comité syndical de Savoie Déchets, dont 9 membres choisis parmi les représentants des partenaires de l'entente intercommunale pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri de Chambéry ;
- La définition des compétences générales du conseil d'exploitation, ainsi que ses compétences particulières au titre des catégories d'affaires intéressant le nouveau centre de tri de Chambéry ;
- Le changement d'adresse du siège du syndicat, fixé au centre de tri de Chambéry, 190 rue Pré Demaison.

Par délibération en date du 27 juin 2025, le comité syndical de Savoie Déchets a adopté le projet de modification des statuts à l'unanimité.

Monsieur le président rappelle que les membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur cette modification statutaire, l'absence de délibération valant avis favorable.

Il est donné lecture du projet de statuts.

Monsieur le Président précise que la clarification des compétences vise à affirmer que les collectivités sont compétentes dans l'entière de la gestion des déchetteries, soit la collecte (haut de quai), le transfert / transport des déchets des déchetteries sur les sites de traitement (bas de quai), et le traitement des déchets de déchetteries.

Savoie Déchets est compétent sur le tri des recyclables, le compostage ou la méthanisation des biodéchets, et l'incinération avec valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles.

Les déchets collectés par le service public (déchets ménagers et assimilés comprenant les déchets recyclables, l'ordures ménagère résiduelle, les déchets alimentaires) et seuls les végétaux de déchetteries, doivent être acheminés sur les sites de traitement de Savoie-Déchets.

Les modifications statutaires relatives à la création de la régie à autonomie financière sont bien conformes aux textes en vigueur.

Monsieur le Président propose d'approuver la modification des statuts de Savoie Déchets.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré :

- APPROUVE le présent rapport,
- APPROUVE la modification des statuts de Savoie Déchets,
- AUTORISE Monsieur le Président à signer tous les documents afférents.

Le Président,
Renaud BERETTI



La secrétaire de séance,
Julie NOVELLI

- Délégués en exercice : 68
- Présents : 52
- Présents et représentés : 56
- Votants : 56
- Pour : 56
- Contre : 0
- Abstentions : 0
- Blancs : 0

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Délibération 28 : Modification des statuts de Savoie Déchets

Date de transmission de l'acte : 30/09/2025

Date de réception de l'accusé de réception : 30/09/2025

Numéro de l'acte : d5582 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 073-200068674-20250923-d5582-DE

Date de décision : 23/09/2025

Acte transmis par : ESTELLE COSTA DE BEAUREGARD ID

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte :

5. Institutions et vie politique

5.7. Intercommunalité

5.7.1. Cadre institutionnel: création, modifications statutaires, définition de l'intérêt communautaire des compétences transférées, transformations, fusion, dissolution



Monsieur Renaud BERETTI
Président
Communauté d'Agglomération - Grand Lac
1500 bd Lepic
73106 AIX LES BAINS

Chambéry, le 15 juillet 2025

Nos réf. : AD LT2553

PJ : 3

- délibération du 26 juin 2025
- projet de statuts modifiés
- compte rendu de la conférence des présidents

Objet : Projet de modification des statuts de Savoie Déchets

Monsieur le Président, *Cher Renaud,*

Lors de la conférence des Présidents en date du 16 avril 2025, les élus présents ont donné un avis favorable à la reprise par Savoie Déchets de l'exercice du traitement des déchets verts, et à la création d'une régie à autonomie financière pour l'exploitation des filières de traitement mises en place par le syndicat. A cet effet, une proposition de modification de statuts a été soumise et validée par la conférence des Présidents.

Par délibération du 27 juin 2025, le comité syndical de Savoie Déchets a adopté le projet de modification des statuts à l'unanimité: vous trouverez en pièce jointe la délibération adoptée et le projet de modification des statuts du syndicat.

Conformément à l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, ce projet de statuts doit faire l'objet d'une délibération du conseil de chacun des adhérents, dans les 3 mois suivant la présente notification. Le défaut de délibération dans ces délais, entraîne une décision favorable à la modification des statuts.

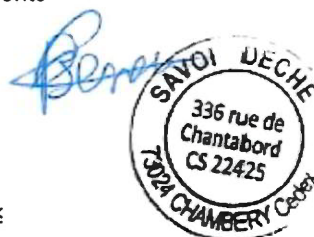
Dès lors que ces délibérations auront été prises par les adhérents, dans les conditions de majorité qualifiée requises (deux tiers des membres représentant la moitié de la population, ou la moitié des membres représentant les deux tiers de la population), le projet de statut pourra être validé par arrêté interpréfectoral. En effet, une partie du périmètre de Savoie Déchets étant situé sur le territoire du département de l'Isère, les deux Préfet.es seront sollicités.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Marie BENEVISE
Présidente

Bien à toi



Délibération du 27 juin 2025

délibération

N°2025 -37 C

objet

Modification des statuts de Savoie Déchets – Création d'une régie à autonomie financière

- Date de convocation : le vendredi 20 juin 2025
- Date de publication : le vendredi 4 juillet 2025

Le Comité Syndical, légalement convoqué le 20 juin 2025 s'est réuni le 27 juin 2025 à 14 h 30 h à l'UVETD à Chambéry sous la présidence de Marie BENEVISE, Présidente de Savoie Déchets.

Nombre de délégués en exercice : 39, Nombre de présents 23, Nombre de votants : 27

POUVOIR DE VOTE

Alain ZOCCOLO donne pouvoir à Christian RAUCAZ

Jean-Marc DRIVET donne pouvoir à Daniel CARDE

Maryse FABRE donne pouvoir à Arthur BOIX NEVEU

Frédéric BURNIER FRAMBORET donne pouvoir à Françoise VIGUET-CARRIN

EXCUSES : 18

BRUN Pierre

BURNIER-FRAMBORET Frédéric

FABRE Maryse

GIRAUD Murielle

RUFFIER-LANCHE René

DRIVET Jean-Marc

BARBIER Marie-Claire

GUIGUE Thibaut

JOLY Max

MAITRE Florian

ZOCCOLO Alain

THEVENON Raphaël

BRUNIER Thierry

ROUGEAUX Jean-Pierre

VARESANO José

DANIS Georges

AMET Yannick

SPIGARELLI Lucien

ELUS TITULAIRES PRESENTS : 19

BENEVISE Marie

BOIX-NEVEU Arthur

GRILLAUD Laurent

BLANQUET Denis

VAN STRAATEN Nicolas

GIRARD Marc

CARDE Daniel

GRANGE Yves

TAIN Daniel

RAUCAZ Christian

DAL BIANCO Serge

VIGUET-CARRIN Françoise

CHEMIN François

CECILLE Joël

PERRIER Jean-Claude

SIMON Christian

FRAISSARD Jean-Claude

HANRARD Bernard

BOIRON Laurence

ABSENTS : 2

LEOUTRE Jean-Marc

SARTORI Walter

ELUS SUPPLEANTS PRESENTS : 4

BADIN Benoît

VIBERT Christian

DUNAND Marie

REYNAUD Claude

Délibération du 27 juin 2025

délibération

N° 2025-37 C

objet

Modification des statuts de Savoie Déchets – Création d'une régie à autonomie financière

Marie Bénévise, présidente, rappelle que Savoie Déchets est en charge de l'exploitation directe d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), et doit conformément à l'article L1412-1 du code général des collectivités territoriales, constituer une régie à autonomie financière, après avoir recueilli l'avis de la Commission consultative du service public local (CCSPL).

Cette régie à autonomie financière sera administrée sous l'autorité du/de la Président.e de Savoie Déchets et du Comité Syndical, par un conseil d'exploitation et son/sa Président.e ainsi qu'un.e directeur.trice, en application de l'article R2221-3 du CGCT.

Il est proposé, comme le permet l'article R2221-4 du CGCT, d'introduire une représentation des partenaires de la convention d'entente pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri, dans la composition du conseil d'exploitation.

Dans ce cadre, il convient de procéder à une modification des statuts du syndicat, afin d'intégrer :

- Une rédaction plus précise des compétences obligatoires du syndicat, visant explicitement la filière de traitement des déchets organiques, suite au rapport de la chambre régionale des comptes de 2022 ;
- La création d'une régie à autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées ;
- La définition des compétences relevant du pouvoir de décision obligatoire du Comité syndical, conformément aux articles R 2221-72 et 73 du CGCT ;
- La définition des compétences relevant du/de la Président.e au titre de l'administration de la régie,
- La composition du Conseil d'exploitation, qu'il est proposé de constituer de 30 membres désignés par le comité syndical de Savoie Déchets, dont 9 membres choisis parmi les représentants des partenaires de l'entente intercommunale pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri de Chambéry ;
- La définition des compétences générales du conseil d'exploitation, ainsi que ses compétences particulières au titre des catégories d'affaires intéressant le nouveau centre de tri de Chambéry ;
- Le changement d'adresse du siège du syndicat, fixé au centre de tri de Chambéry, 190 rue Pré Demaison.

La création d'une régie à autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées, a été présentée à la commission consultative du service public lors de sa réunion du 18 juin 2025, qui donné un avis favorable à l'unanimité des membres présents.

A compter de la notification de la délibération du comité syndical de Savoie Déchets à ses membres, ces derniers disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de modification des statuts joint en annexe à la présente délibération, dans les conditions de majorité qualifiée requises (deux tiers des membres représentant la moitié de la population, ou la moitié des membres représentant les deux tiers de la population).

A l'issue de la procédure et si la majorité qualifiée est atteinte, les Préfets de la Savoie et de l'Isère prendront un arrêté interpréfectoral portant modification des statuts du syndicat.

Vu l'article L 1412-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles R 2221-3 et 4 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles R 2221-72 et 73 du code général des collectivités territoriales

Vu l'arrêté inter préfectoral de création du Syndicat mixte Savoie Déchets en date du 09 décembre 2009

Vu l'arrêté modificatif des statuts du Syndicat mixte Savoie Déchets en date du 13 mars 2019

Vu l'avis favorable de la commission consultative du service public réunie le 18 juin 2025

Le Comité Syndical après avoir délibéré et à l'unanimité :

Article 1 : approuve la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées,

Article 2 : approuve le projet de modification des statuts de Savoie Déchets tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 3 : demande aux collectivités membres de Savoie Déchets de bien vouloir délibérer sur la présente délibération,

Article 4 : mandate la Présidente, ou son représentant, pour notifier la présente délibération aux adhérents du syndicat, en leur demandant de délibérer sur le projet de statuts modifiés.

Arthur BOIX-NEVEU
Secrétaire de séance



Marie BENEVISE
Présidente



PROJETS DE STATUTS DU SYNDICAT MIXTE SAVOIE DECHETS

Préambule

Le Syndicat objet des présents statuts est créé par la volonté des collectivités membres. Il est compétent pour le traitement des déchets ménagers et assimilés. Ses compétences et son périmètre peuvent évoluer selon les souhaits du Syndicat.

Le Syndicat s'engage au dialogue et à la concertation avec ses membres. Chaque nouvelle orientation du Syndicat sera soumise à présentation et débat.

Il crée des instances de concertation afin d'instituer des lieux d'échanges et de discussions autour des projets et actions dans lesquels le Syndicat est compétent.

Le Syndicat s'engage à mener une politique de développement durable et rendre cohérentes ses activités avec les politiques menées par ses membres en faveur de la prévention et du tri-recyclage.

ARTICLE 1^{er} : Dénomination, Nature juridique et Composition

Savoie Déchets est un Syndicat Mixte fermé relevant des dispositions des articles L.5711-1 et suivants et L.5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le Syndicat Mixte constitue, par ailleurs, un Syndicat Mixte dit « à la carte », en application des dispositions de l'article L.5212-16 du CGCT. A ce titre, l'ensemble des compétences visées à l'article 3.2 des présents statuts présente un caractère optionnel, les entités membres du Syndicat adhérant librement à l'une ou l'autre de ces compétences.

ARTICLE 2 : Membres

Les membres de Savoie Déchets sont, pour ce qui est de la compétence obligatoire du Syndicat, les entités suivantes :

- Communauté de Communes Cœur de Chartreuse
- Communauté de Communes de Yenne
- Communauté de Communes Cœur de Savoie*
- Communauté de Communes du Lac d'Aiguebelette (CCLA)
- Syndicat Intercommunal de ramassage et de traitement des ordures ménagères (SIRTOM) de Maurienne
- Communauté de Communes des Versants d'Aime (COVA)
- Communauté de Communes de Haute Tarentaise
- Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche (CCVA)
- Communauté de Communes Cœur de Tarentaise (CCCT)
- Communauté de Communes Val Vanoise Tarentaise (CCVVT)
- Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
- Communauté d'Agglomération Arlysère**
- Communauté d'Agglomération Grand Lac - communauté d'agglomération du Lac du Bourget

* En représentation substitution des communes de Cruet, Fréterive, Saint Jean de la Porte, Saint Pierre d'Albigny, Betton-Bettonnet, Bourgneuf, Chamousset, Chamoux sur Gelon, Champlarent, Chateaneuf, Coise Saint Jean Pied Gauthier, Hauteville, Montendry, Villard Léger.

** En représentation substitution des communes d'Albertville, Allondaz, Césarches, Cevins, Esserts-Blay, Gilly-Sur-Isère, Grignon, la Bathie, Marthod, Mercury, Monthion, Pallud, Rognaix, Saint-Paul-Sur-Isère, Thénésol, Tours-en-Savoie, Ugine, Venthon, Bonvillard, Clery, Frontenex, Grésy-Sur-Isère, Montailleur, Notre-Dame-des-Millières, Plancherine, Sainte-Hélène-Sur-Isère, Saint-Vital, Tournon, Verrens-Arvey, Beaufort-sur-Doron, Hauteluce, Queige, Villard-Sur-Doron.

La liste des membres ayant transféré une ou plusieurs des compétences optionnelles du Syndicat pourra faire l'objet d'une délibération prenant acte de cette liste et qui sera actualisée au fur et à mesure des transferts.

ARTICLE 3 : Compétences

Le Syndicat exerce les compétences suivantes :

3-1 Compétences obligatoires :

Conformément aux dispositions des articles L.2224-13 et L.2224-14 du CGCT, le Syndicat est compétent, à l'égard de ses membres, pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, comprenant en particulier :

- le tri des déchets recyclables ;
- le compostage ou la méthanisation des biodéchets ;
- l'incinération avec valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles.

Le Syndicat n'est pas compétent pour la collecte des déchets ménagers et assimilés ainsi que pour la gestion des déchetteries.

Les opérations de transport situées à la jonction de la collecte et du traitement, telles que les transports de déchets depuis les centres de transfert ou les déchetteries, sont rattachées à la compétence collecte, à l'exception des opérations de transfert ou de transport de déchets acheminés sur les sites de traitement de Savoie Déchets et dont la redirection sur d'autres sites de traitement est rendue nécessaire par des contraintes d'exploitation sur les installations de traitement du syndicat.

Les opérations de compostage ou de broyage de proximité situées à la jonction de la collecte et du traitement, telles que les composteurs collectifs de déchets alimentaires ou les plateformes de collecte et broyage de déchets verts de proximité, sont rattachées à la compétence collecte.

3-2 Compétences optionnelles :

Les entités membres du Syndicat, peuvent, par ailleurs, lui transférer les compétences suivantes :

3-2-1. Gestion des crises et situations exceptionnelles antérieures à sa création et liées à sa compétence traitement :

- Gestion de la crise de l'usine de Gilly-sur-Isère

Le financement relève des contributions des membres du Syndicat, réparties selon la clé de répartition suivante :

	PASSIF GILLY / COLLECTIVITES			QUOTE PART
C C V A*	BONNEVAL		0,178 %	0,831 %
	FEISSONS-SUR-ISERE		0,653 %	
A R L Y S E R E	CC HAUTE COMBE DE SAVOIE	CC HAUTE COMBE DE SAVOIE	8,775 %	10,402 %
		BONVILLARD	0,202 %	
		STE HELENE SUR ISERE	1,425 %	
	CORAL			61,695 %
	CC BEAUFORTAIN			12,811 %
	CŒUR DE SAVOIE	GELON COISIN	4,453 %	14,261 %
COMBE DE SAVOIE		9,808 %		
TOTAL			100%	

* CCVA : Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche

En cas de reprise de la compétence, le membre concerné supportera sa quote-part de passif, telle que résultant du tableau cité ci-dessus, jusqu'à extinction du passif.

3-2-2 Incinération des boues des stations d'épuration urbaines compatibles avec le process d'incinération de l'unité de valorisation énergétique et traitement des déchets (UVETD)

Le financement des charges induites par l'exercice de cette compétence est assuré par les contributions des membres du Syndicat concernés, réparties en fonction du tonnage des boues traitées issus de leurs territoires respectifs. Le prix de la tonne de boue traitée est fixé par délibération du comité syndical.

3-2-3 Gestion des passifs résultant de l'adhésion du SMITOM de Tarentaise

A compter du 1^{er} juillet 2016, le Syndicat exercera, au lieu et place du SMITOM et de ses membres**, les compétences ainsi définies :

- Le passif lié à l'usine des Brévières : les éventuels coûts de dépollution des sols, les charges d'emprunts liées aux contrats de prêts afférents à l'usine ;
- Le passif lié à l'usine de Valezan : les coûts de rénovation de la toiture (remplacement de la toiture actuelle par une toiture neuve), les charges d'emprunts liées aux contrats de prêts afférents à l'usine, les coûts éventuels de dépollution des sols si la propriété du site est transférée à Savoie Déchets, la gestion des éventuelles procédures amiables ou contentieuses initiées par le SMITOM ou par Savoie Déchets à l'encontre de NOVERGIE et ce, pour le compte des membres du SMITOM (les coûts afférents à ces procédures et les sommes le cas échéant obtenues seront à la charge et bénéficieront uniquement aux anciens membres du SMITOM devenus membres de Savoie Déchets**)
- Les éventuels passifs liés aux charges de personnels du SMITOM de Tarentaise.

Le financement de ces compétences relève des contributions des membres listés dans le tableau ci-après et réparties selon la clé de répartition suivante :

PASSIF / COLLECTIVITÉS	QUOTE-PART
CC des Versants d'Aime (COVA)**	16,04%
CC de Haute Tarentaise - Maison de l'Intercommunalité (MIHT)**	33,66%
CC des Vallées d'Aigueblanche (CCVA)**	7,41%
CC Cœur de Tarentaise (CCCT)**	18,81%
CC Val Vanoise Tarentaise (CCVVT)**	24,08%
TOTAL	100,00%

** Suite à l'adhésion au 1^{er} juillet 2016 du SMITOM de Tarentaise emportant sa dissolution et adhésion des membres du SMITOM de Tarentaise à Savoie Déchets.

- Les éventuels travaux à réaliser dans le hall de réception des ordures ménagères de l'usine de Valezan. Le financement de ces éventuels travaux sera pris en charge à 100% par la Communauté de Communes des Versants d'Aime (CoVA) .

ARTICLE 4 : Transfert de compétences optionnelles

Chacune des compétences optionnelles visées à l'article 3-2 des présents statuts peut être nouvellement transférée au Syndicat par chaque groupement membre, dans les conditions suivantes :

- Le transfert prend effet au plus tard au premier jour du 6^e mois suivant la date de la délibération du groupement concerné devenue exécutoire ;
- La répartition des contributions des collectivités membres aux charges relatives à l'exercice des compétences résultant de ce transfert est déterminée comme visé à l'article 3-2 ;
- La délibération portant transfert de compétence est notifiée par l'Exécutif de la collectivité membre concernée au. à la président.e du Syndicat. Celui-ci en informe l'Exécutif de chacune des collectivités membres.

ARTICLE 5 : Reprise de compétences optionnelles

La reprise des compétences optionnelles visées à l'article 3-2 des présents statuts s'effectue selon les modalités suivantes :

- La reprise de compétence prend effet au premier jour de l'année qui suit la date à laquelle la délibération de l'organe délibérant du groupement membre portant reprise de la compétence est devenue exécutoire, en cas de délibération intervenant avant le 1^{er} octobre. Si la délibération portant reprise de compétence intervient au cours du dernier trimestre de l'année, la reprise de compétence prend effet au 1^{er} juillet de l'année suivante.
- La collectivité reprenant une compétence au syndicat continue à supporter le service de la dette pour les emprunts, relatifs à cette compétence, et contractés ou décidés par le Syndicat jusqu'à la date de la délibération du membre décidant de la reprise de la compétence et ce, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts. Le Comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

- La collectivité reprenant une compétence au syndicat supporte également la contribution aux charges liées à l'exercice de la compétence reprise (incluant également les dépenses d'administration générale) jusqu'à la date de prise d'effet de la reprise de la compétence.
- La nouvelle répartition des contributions des collectivités membres aux dépenses liées à la compétence optionnelle faisant l'objet de la reprise, est déterminée conformément aux dispositions de l'article 3-2.
- La délibération portant reprise de compétence ou partie de compétences est notifiée par chaque entité concernée au.à la président.e du Syndicat. Celui-ci en informe l'Exécutif de chacun des groupements membres, ainsi que le Comité Syndical.

ARTICLE 6 : Actions du Syndicat liées à ses compétences

Le Syndicat exerce ses compétences dans le cadre d'actions qu'il met en œuvre pour le compte de ses membres.

Il peut également réaliser ou faire réaliser des études, des travaux, des investissements, apporter son soutien financier (aides à l'investissement exclusivement) à des projets réalisés sur le territoire du Syndicat, ou pour l'action d'associations justifiant d'une intervention à l'échelle départementale, pour autant que ces projets ou cette action contribuent à l'une au moins des finalités suivantes :

- accroître la performance énergétique de ses installations,
- accroître la performance de la valorisation ou le recyclage des déchets relevant des compétences du Syndicat,
- favoriser le développement des installations publiques ou privées alimentées par les ressources d'énergies issues des activités de valorisation du Syndicat,
- limiter la production des déchets, afin de lutter contre les gaspillages et de concourir à l'économie circulaire au sens de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
- limiter le recours aux ressources d'énergies d'origine fossile ou importée.

ARTICLE 7 : Prestations de service

Le Syndicat peut assurer des prestations de services pour le compte de tiers, répondre à des consultations ou mises en concurrence, liées à l'exercice de ses compétences (y compris hors de son périmètre géographique) ou relevant d'activités connexes à celles-ci.

ARTICLE 8 : Constitution d'une régie

Savoie Déchets constitue une régie dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées.

La régie est administrée sous l'autorité du. de la président.e de Savoie Déchets et du Comité syndical, par un conseil d'exploitation et son-sa président-e ainsi qu'un.e directeur.trice.

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Comité syndical de Savoie Déchets.

ARTICLE 9 : Comité Syndical

9-1 Composition

La répartition des délégués du Comité Syndical est la suivante :

Groupements membres	Nombre de représentants
CC Cœur de Chartreuse	2
CC Yenne	1
CA Grand Chambéry	8
CC Lac d'Aiguebelette (CCLA)	1
CA Grand Lac - communauté d'agglomération du Lac du Bourget	6
CA Arlysère*	6
CC Cœur de Savoie**	2
SIRTOM de Maurienne	6
CC des Versants d'Aime (COVA)	2
CC de Haute Tarentaise	2
CC des Vallées d'Aigueblanche (CCVA)	1
CC Cœur de Tarentaise (CCCT)	1
CC Val Vanoise Tarentaise (CCVVT)	1
TOTAL	39

* En représentation substitution des communes d'Albertville, Allondaz, Césarches, Cevins, Esserts-Blay, Gilly-Sur-Isère, Grignon, la Bathie, Marthod, Mercury, Monthion, Pallud, Rognaix, Saint-Paul-Sur-Isère, Thenesol, Tours-en-Savoie, Ugine, Venhon, Bonvillard, Clery, Frontenex, Gresy-Sur-Isère, Montailleur, Notre-Dame-des-Millières, Plancherine, Sainte-Hélène-Sur-Isère, Saint-Vital, Tournon, Verrens-Arvey, Beaufort-sur-Doron, hauteluze, Queige, Villard-Sur-Doron.

** En représentation substitution des communes de Cruet, Fréterive, Saint Jean de La Porte, Saint Pierre d'Albigny, Betton-Bettonnet, Bourgneuf, Chamousset, Chamoux sur Gelon, Champlaurant, Chateauneuf, Coise Saint Jean Pied Gauthier, Hauteville, Montendry, Villard Léger.

Pour chaque délégué titulaire, le groupement membre élit également un délégué suppléant appelé à siéger avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

9-2 Compétences

Le Comité syndical, après avis du conseil d'exploitation :

- 1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- 2° Autorise le.la président.e de Savoie Déchets à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- 3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;
- 4° Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.
- 5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- 6° Fixe les tarifs de traitement des déchets ménagers et assimilés dans ses installations. Ces tarifs sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L.2224-1, L.2224-2 et L.2224-4 ;
- 7° Fixe, sur la proposition du.de la président.e et après avis du conseil d'exploitation, la rémunération du.de la.trice directeur ;
- 8° Délibère sur toutes les décisions ne relevant pas du pouvoir de décision du conseil d'exploitation conformément aux présents statuts.

ARTICLE 10 : Bureau

Un bureau est élu au sein du Comité Syndical. Il est composé du.de la président.e, d'un.e ou plusieurs vice-président.e.s et d'autres représentants. Chaque groupement membre est représenté au bureau.

ARTICLE 11 : Président

Le.la président.e du Syndicat mixte est élu.e au sein du Comité Syndical.

Il.elle est le.la représentant.e légal.e de la régie et en est l'ordonnateur.

Il.elle prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité Syndical et du conseil d'exploitation.
Il.elle présente au Comité Syndical le budget et le compte administratif ou le compte financier.

Il.elle peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au.à la directeur.trice pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 12 : Conseil d'exploitation

12-1 Composition

Le conseil d'exploitation de Savoie Déchets est composé de 30 membres désignés par le Comité syndical de Savoie Déchets sur proposition du.de la président.e de Savoie Déchets.

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation ne peuvent :

- 1° Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
- 2° Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- 3° Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- 4° Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat par le conseil d'exploitation à la diligence de son.sa président.e, soit par le préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du.de la président.e de Savoie Déchets.

La durée des fonctions des membres titulaires du conseil d'exploitation et de leurs suppléants ne peut excéder celle de leur mandat ; leur mandat prend fin dans les mêmes formes que leur désignation et dans tous les cas, lors du renouvellement du Comité syndical de Savoie Déchets.

Les membres du conseil d'exploitation sont choisis parmi les catégories de personnes suivantes :

- 21 membres (21 titulaires et 21 suppléants) choisis parmi les représentants du Comité syndical de Savoie Déchets
- 9 membres (9 titulaires et 9 suppléants) n'appartenant pas au Comité syndical de Savoie Déchets et choisis parmi les représentants des partenaires (autres que Savoie Déchets) de l'entente intercommunale constituée en 2022-2023, en application des articles L.5221-1 et L.5221-2 du CGCT, pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri de Chambéry. Les partenaires de l'entente transmettent au.à la président.e de Savoie Déchets le nom des personnes qu'ils souhaitent voir proposer à la désignation par le Comité syndical.

La répartition des membres du conseil d'exploitation est la suivante :

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représentant s
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	3
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	3
	CA Grand Lac	85 626	3	10	10
	CA Grand Chambéry	148 435	5	18	17
	CC Yenne	7 906	1	1	3
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	3
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	3
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	3
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	3
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	3
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	8	7
	CC Cœur de Savoie	13 256	1	2	3
	TOTAL SAVOIE DECHETS	552 513	21	67	70
Collectivités partenaires	SYCLUM	161 154	5	19	17
	CC Bugey Sud	37 318	1	5	3
	SIBRECSA	60 614	2	7	7
	SILA (population de la CCSLA)	16 948	1	2	3
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	276 034	9	33	30
	TOTAL	828 547	30	100	100

Le conseil d'exploitation élit, en son sein, son.sa président.e et un ou plusieurs vice-présidents.

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son.sa président.e.

Il est en outre réuni chaque fois que le.la président.e le juge utile, ou sur la demande du.de la préfet.e ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le.la président.e

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

En cas de partage égal des voix, celle du.de la président.e est prépondérante.

Sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, le.la directeur.trice de Savoie Déchets assiste aux séances du conseil d'exploitation avec voix consultative.

12-2 Compétences

Pendant toute la durée de l'entente intercommunale constituée en 2022-2023 en application des articles L.5221-1 et L.5221-2 du CGCT en vue de la réalisation d'un nouveau centre de tri des déchets, d'utilité commune et situé à Chambéry, le conseil d'exploitation dispose d'un pouvoir de décision sur les catégories d'affaires suivantes, intéressant le nouveau centre de tri de Chambéry :

- Décisions relatives à l'exploitation en régie du nouveau centre de tri de Chambéry sauf si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre de l'évolution normale ou prévisible des conditions d'exploitation prévisionnelles de la convention-cadre et constitutive de l'entente intercommunale précitée, modifiée le cas échéant par avenant(s)
- Décision annuelle relative à l'approbation du montant des coûts d'investissement du nouveau centre de tri de Chambéry, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre et constitutive de l'entente intercommunale précitée le cas échéant modifiée par avenant(s)
- Décision annuelle relative à l'approbation du montant des coûts d'exploitation du nouveau centre de tri de Chambéry, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre et constitutive de l'entente intercommunale précitée le cas échéant modifiée par avenant(s)
- Approbation du protocole de sécurité et des conditions d'acceptation des déchets du nouveau centre de tri de Chambéry
- Décisions relatives au montant des coûts refacturés aux tiers (non signataires de la convention-cadre et constitutive d'une entente intercommunale précitée) sauf en cas d'augmentation significative des coûts prévus par la convention-cadre et constitutive de l'entente intercommunale précitée le cas échéant modifiée par avenant(s)

En dehors de ces matières ou s'il est mis fin à l'entente intercommunale précitée, le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté pour avis par le.la président.e de Savoie Déchets sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Les projets de budget et les comptes lui sont soumis et le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au.à la président.e de Savoie Déchets toutes propositions utiles. Le.la directeur.trice tient le conseil d'exploitation au courant de la marche du service.

ARTICLE 13 : Ressources financières

13-1 Compétences obligatoires

Les ressources du Syndicat comprennent notamment, selon les tarifs fixés par délibération du Comité Syndical : les contributions des membres du Syndicat, la vente d'énergie et de matériaux, les prestations de service pour les tiers...

13-2 Compétences optionnelles

Les ressources du Syndicat comprennent notamment : les contributions des membres du Syndicat ayant adhéré à la ou aux compétences optionnelles, selon les modalités définies à l'article 3.2 des présents statuts.

ARTICLE 14 : Durée

Le Syndicat est créé pour une durée illimitée.

ARTICLE 15 : Sièg

Le sièg du Syndicat est fixé à l'adresse du centre de tri de Chambéry - 190 rue Pré Demaison - 73000 Chambéry

COMPTE RENDU
Conférence des Présidents de Savoie Déchets à Chambéry
Mercredi 16 avril 2025 de 18h à 19h30

Présents :

BENEVISE Marie	Présidente SD	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
REPENTIN Thierry	Président	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
GIRAUD Murielle	Elue	VP de la CC Cœur de Chartreuse
BERETTI Renaud	Président	Communauté d'Agglomération - Grand Lac
AMET Yannick	Président	Communauté de Communes Haute Tarentaise
DRIVET Jean-Marc	VP SD	Communauté d'Agglomération - Grand Lac
RAUCAZ Christian	VP SD	Communauté d'Agglomération Arlysère
FRAISSARD J.-Claude	VP SD	CC Haute Tarentaise
BOIRON Laurence	VP SD	CC de Yenne
VARESANO José	Elu	Représentant le président du SIRTOMM
FAUGE Alexandre	Elu	Représentant le président ZUCHERRO de la CC Aiguebelette
BLANQUET Denis	VP SD	Représentant la présidente LENFANT de la CC Cœur de Chartreuse
GIRARD Marc	Elu	Représentant la présidente SANTAIS de la CC Cœur de Savoie
ANTOINAT Mathilde	Responsable service déchets	CC de Chartreuse
CHENAL Laurélie	Responsable service déchets	Grand Lac
SAVINEAUX Benoît	DGS	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
TORRECILLOS Théo	Directeur	SIRTOMM

Excusés :

ZUCCHERO Pascal	Président	CC du Lac d'Aiguebelette
SIMON Christian	Président	SIRTOM de Maurienne
LENFANT Anne	Présidente	CC Cœur de Chartreuse
SANTAIS Béatrice	Présidente	CC Cœur de Savoie
BURNIER FRAMBORET Frédéric	VP SD	Communauté d'Agglomération d'Arlysère
CHEMIN François	VP SD	SIRTOM de Maurienne
PANNEKOUCKE Fabrice	Président	CC Cœur de Tarentaise
SPIGARELLI Lucien	Président	CC des Versants d'Aime
DUMOLLARD Guy	Président	CC de Yenne
BOIX NEVEU Arthur	VP SD	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry

Absents :

LOMBARD Franck	Président	Communauté d'Agglomération Arlysère
MONIN Thierry	Président	CC Val Vanoise Tarentaise
POINTET André	Président	CC Vallées d'Aigueblanche

Marie Bénévise, Présidente de Savoie Déchets ouvre la séance à 18 h.

La présidente souhaite la bienvenue aux présents en soulignant que c'est la première Conférence des présidents du mandat. Deux sujets d'importance sont à l'ordre du jour : l'exercice de la compétence traitement des déchets verts et la modification des statuts. A l'issue de la réunion, les élus qui le souhaitent pourront faire la visite de l'usine.

La présidente présente les actualités du syndicat :

Actualités UVETD

Elle précise concernant les actualités 2024 au niveau de l'UVETD les projets majeurs de ces 2 dernières années :

1. le projet de récupération de chaleur fatale qui a permis de valoriser plus de 20% d'énergie supplémentaire à iso quantité de tonnages et qui permet de valoriser maintenant de l'énergie qui hier qui était perdue. Cette énergie est valorisée sous forme d'eau surchauffée qui alimente le réseau de chaleur de la ville de Chambéry.

2. la mise aux normes de l'UVE aux normes européennes avec l'opération DeNox qui permet de diminuer les émissions d'oxydes d'azote et a permis d'ajouter un système de récupération de chaleur sur le traitement des fumées.

3. une campagne de caractérisations afin d'étudier le contenu des poubelles OMR, qui a consisté pendant un an à recueillir des échantillons pour chaque territoire et les trier par catégorie de déchet ce qui permettra ensuite de faire des campagnes de communication pertinentes en fonction des indésirables relevés.

107 caractérisations ont été menées en 2024 mettant en évidence que 75% des déchets contenus dans les OMR pourraient encore être valorisés. Des efforts sont encore à poursuivre pour n'incinérer que les déchets ultimes.

Actualités centre de tri

La présidente précise que le bâtiment que le nouveau centre de tri situé face à l'usine d'incinération est en cours de construction. Ce nouveau centre de tri permettra de traiter 40 000 tonnes de collecte sélective. Le centre de tri actuel dispose de la moitié de cette capacité. Elle évoque ensuite les quantités produites sur le territoire qui augmentent et l'association avec d'autres collectivités, situées en Isère et en Haute Savoie. La mise en service est prévue en octobre et l'arrêt du centre de tri actuel au 1^{er} semestre 2026.

Actualités compostage des déchets alimentaires

La présidente précise que Grand Chambéry et Grand Lac sont les premiers à avoir démarré la collecte de déchets alimentaires.

Concernant le compost, ce sont près de 800 tonnes qui sont valorisés localement auprès de maraîchers, d'agriculteurs, de paysagistes et également en végétalisation de pistes de ski.

Intervention

Théo TORRECILLOS demande ce qu'il reste dans les OM non valorisables (25 %)

La présidente répond qu'on y retrouve tout ce qui n'est ni compostable ni recyclable, et notamment des textiles sanitaires (mouchoirs, couches, mégots...)

1 Exercice de la compétence traitement des déchets verts par Savoie Déchets

La présidente rappelle le contexte : c'est un sujet qui est étudié au niveau du syndicat depuis 10 ans, depuis le précédent mandat. La réflexion a été relancée en 2023 dans le cadre d'un Copil biodéchets associant tous les adhérents, élus et techniciens. Différentes études ont été menées, des études techniques et juridiques suivies par des groupes de travail, avec les élus et les techniciens représentant l'ensemble des adhérents. Pour aboutir en septembre dernier à un copil qui a statué favorablement sur la reprise par le syndicat du traitement des déchets verts, sous réserve de soumettre cette décision à la Conférence des présidents de ce soir.

Elle souligne que l'origine de ce questionnement sur la compétence traitement des déchets verts est d'abord réglementaire : en effet la **compétence traitement n'est pas sécable**.

Cadre réglementaire de la compétence traitement

La compétence traitement n'est pas sécable : il est possible de transférer « l'ensemble » de la compétence traitement et/ou collecte. (Article L2224-13 du CGCT)

Dans le cas d'un transfert, la compétence doit être exercée pleinement par l'établissement public concerné (cf rapport CRC + étude juridique)

Obligation de Savoie Déchets d'exercer la compétence « Traitement » sur l'ensemble des flux de déchets ménagers :

- Ordures ménagères
- Collecte sélective des emballages et papiers
- Déchets organiques : déchets alimentaires et déchets verts

Rappel conclusions du rapport CRC de 2022

Remarques de la CRC sur la répartition des compétences :

Savoie Déchets n'a pas pris la totalité de la compétence « traitement » :
le traitement des déchets verts est toujours assuré par les EPCI détenant la compétence "collecte".

La CRC soulève la question du traitement des **déchets issus de déchetteries** (avec, comme sous problématique, le sujet du transport et de la personne compétente pour le réaliser)

Propositions d'orientation SD :

Obligation réglementaire confirmée
⇒ **Intégrer le traitement des déchets verts**
aux missions de Savoie Déchets:
compétence traitement exercée sur
l'ensemble de la **filière organique**
= déchets alimentaires + déchets verts

Incertitudes juridiques (absence de texte ou de jurisprudence constante)

⇒ Proposition de **statut quo** sur la répartition des compétences concernant la **gestion des déchetteries**

Interventions

A. FAUGE demande comment procéder lorsque le territoire a déjà une plateforme et ne passe pas par une déchetterie.

Ce point est évoqué à la slide suivante.

Stratégie de traitement des déchets organiques

La présidente indique que pour pouvoir composter les déchets alimentaires, il est nécessaire de broyer des déchets verts et de disposer d'un certain nombre d'équipements, qui sont communs aux deux activités de compostage. L'apport de structurant (déchets verts) est en effet nécessaire pour le compostage des déchets alimentaires.

Il s'agit d'une opportunité technique de mutualiser les activités de compostage : foncier, moyens humains, équipements, normalisation et vente de compost...

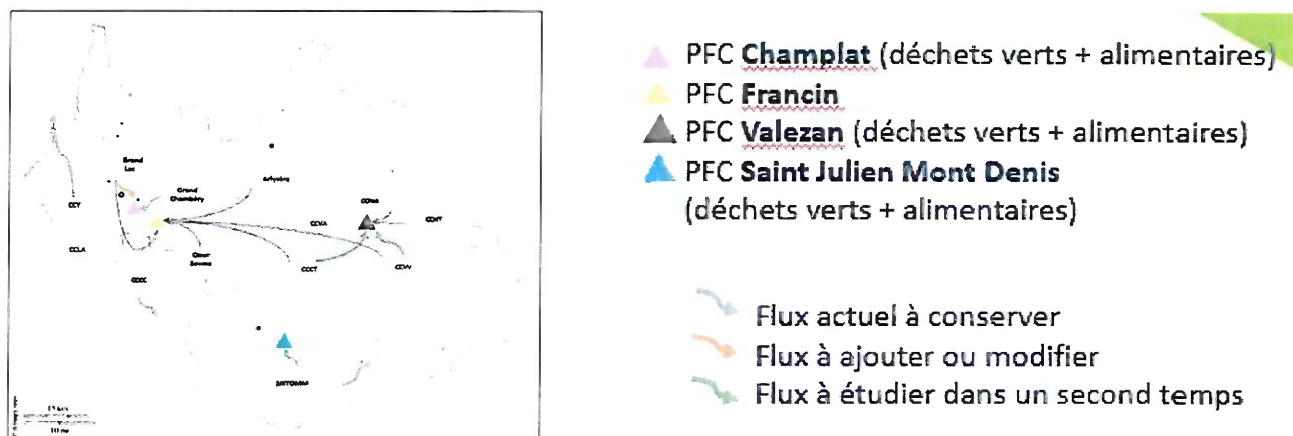
En outre, c'est une demande de la DREAL d'avoir un seul exploitant (suivi site ICPE) concernant la plateforme de Champlat.

Savoie Déchets propose de traiter ces déchets verts sur des plateformes au plus proche des adhérents, pour limiter les coûts financiers et environnementaux du transport.

Actuellement il existe trois plateformes : à Chambéry, à Valezan et à St Julien Mont Denis.

La plateforme de Valezan est déjà mutualisée, elle permet de composter les déchets verts et les déchets alimentaires.

Territorialisation du traitement des déchets verts



La présidente détaille les différents flux figurants sur le schéma.

Intérêt technique et financier de la reprise

- Une mutualisation des moyens : Les deux activités de compostage ont des opportunités de mutualisation importantes: moyens humains, process, équipements, infrastructures, normalisation et commercialisation des composts
- L'apport de structurant (broyat de déchets verts) est nécessaire pour le compostage des déchets alimentaires

Suivi site ICPE: la DREAL demande un seul exploitant pour la plateforme de compostage des déchets alimentaires et déchets verts de Champlat

Conditions de reprise

La présidente précise que les conditions de reprise ont été validées en copil.

Il est proposé de retenir un tarif de traitement de 40 € / t pour tous les adhérents quelle que soit leur solution de traitement, qu'on soit sur les plateformes exploitées par Savoie Déchets ou sur des plateformes privées.

Elle ajoute que ce tarif a été calculé par rapport au coût estimé d'exploitation des plateformes, c'est à dire que certains adhérents payent plus, d'autres légèrement moins. Cette proposition de tarif correspond à une moyenne.

Il n'y a pas de changement sur les apports des professionnels.

Savoie Déchets pourrait ainsi reprendre la gestion des plateformes de Chambéry et de Saint-Julien-Mont-Denis

Concernant les marchés de traitement qui sont en cours, la proposition qui est faite par le COPIL, est de maintenir les marchés existants, de les mener jusqu'à leur terme et de les reprendre au niveau du syndicat lorsqu'ils arrivent à échéance.

La présidente présente également la proposition conserver au niveau des adhérents la gestion des plateformes de proximité (communales, en déchetterie, broyage, ...) ainsi que celle de réserver une quantité de broyat et de compost pour les usages propres à chaque adhérent :

- 15 000 tonnes de compost produites sur le département
- Si l'on met 10% de ce compost à disposition gratuitement : 1 500 tonnes
- Sachant que le compost est vendu 15 €/tonne, cela représente 22 500 € qui sont pris en compte dans l'équilibre économique et qui seront à requestionner au bout d'un an en fonction des besoins

La présidence ajoute que le marché de Grand Lac prendra fin à la fin d'année et tous les autres marchés se termineront sur les années 2026-2027. Savoie Déchets reprendra le traitement des déchets verts quand ces marchés arriveront à terme. Concernant les questions de transport, il y a aujourd'hui, beaucoup de marchés comprenant transport et traitement. Il sera donc nécessaire de passer un nouveau marché de transport au niveau des adhérents, puisque Savoie Déchets n'a pas cette compétence.

Interventions

C.RAUCAZ interroge sur une possible reprise de la zone d'Aiton.

La présidente précise qu'un terrain a été acheté par la SEM agriculture environnement pour faire du compostage de boues de station d'épuration et que Savoie déchets en est pour l'instant aux prémices de la réflexion sur ce sujet. Ce n'est pas le même statut ICPE mais ce serait idéal pour ne pas dépendre de la plateforme de Francin et pertinent pour le syndicat. Cela nécessite encore de faire des études.

JM. DRIVET confirme qu'une rencontre avec la SEM est en train de se programmer et que du point de vue de la couverture territoriale, le site est bien placé.

M. ANTOINAT souhaite savoir si Savoie Déchets pourrait assister les territoires qui n'ont pas encore mis ce dispositif en place mais qui souhaiteraient le faire.

La présidente répond que Savoie Déchets pourrait porter un marché de broyage, et proposer de mutualiser une prestation. Le syndicat pourrait aussi conduire une étude commune à plusieurs adhérents. C'est le rôle de Savoie Déchets de mutualiser les études et d'assurer un conseil auprès de ses adhérents.

JM. DRIVET souhaite revenir sur le coût de traitement des déchets alimentaires et fait part du coût assez important auquel aboutissent les différentes études. Il évoque les difficultés liées à la réglementation qui

s'applique au compostage des déchets alimentaires, qui nécessite de faire évoluer le process. Le syndicat sera attentif à la montée en charge et retiendra un déploiement avec une adaptation à faire au fur et à mesure.

T. REPENTIN demande comment être assuré que la proposition qui est faite sur le coût de traitement des biodéchets soit aussi attractive que le traitement qui est actuellement réalisé en direct. Il indique que le tarif de 40 € la tonne ne couvre probablement pas le coût de traitement des déchets organiques.

La présidente répond qu'il est ici question de déchets verts. Les déchets alimentaires sont déjà traités par Savoie Déchets. Le coût est estimé à partir des études qui ont été faites, et notamment des coûts observés sur les plateformes actuelles, qu'elles soient gérées en prestation, privées ou publiques. Le chiffre de 40 € est cohérent et c'est un coût réel.

Concernant les déchets alimentaires, il y a 2 tarifs : un tarif proche du coût réel pour les déchets alimentaires apportés directement par les professionnels, et un tarif incitatif pour les adhérents - choisi en comité syndical - pour inciter à déployer la collecte des déchets alimentaires.

Les déchets professionnels ont bien leurs propres tarifs, tout comme à l'usine d'incinération. Le tarif est différent pour les adhérents et les déchets professionnels qui y sont traités.

T. REPENTIN demande à se faire confirmer qu'à Champlatt il n'y aura pas de biodéchets qui proviennent d'un territoire qui collecterait des industriels.

La présidente répond qu'il y en aura, mais au tarif professionnel. Concernant les déchets issus des professionnels et collectés par les collectivités, chaque adhérent fixe ses seuils. Grand Chambéry, par exemple, a des seuils assez élevés. Grand Chambéry collecte des gros producteurs de déchets non ménagers avec un seuil plus élevé que certaines autres collectivités. Les pratiques sont très différentes sur tout le territoire.

Elle précise qu'il y aura 2 gestions différentes, un même foncier, mais 2 plateformes : une plateforme déchets alimentaires, une plateforme déchets verts. Ce n'est pas le même compost, ce n'est pas le même processus de normalisation. Pour autant, le fait de mutualiser ces plateformes permet de garantir un tarif de traitement des déchets alimentaires un peu plus bas, puisque avec un apport de déchets végétaux qui est sur place, la mutualisation d'un certain nombre de moyens humains, d'outils permet d'avoir un coût de traitement des déchets alimentaires qui reste acceptable pour les collectivités.

T. REPENTIN précise que le coût de traitement des déchets verts atteint 31€/t sur le site de Grand Chambéry, quand il regarde les recettes réalisées dans le cadre du marché avec Suez, avec un bénéfice net de 110 000 € sur 590 000 € de coût. Rapporté à la tonne le coût s'élève à 40 € et une fois la défalcation faite à 31 € net avec les recettes perçues.

La présidente n'a pas connaissance de ces chiffres et explique s'être basée sur les chiffres transmis par Grand Chambéry en prenant en compte toutes les dépenses, toutes les recettes, et les moyens humains pour aboutir au tarif de 40€/t.

JM DRIVET indique qu'il y aura certainement une question territoriale par rapport aux déchets verts de Chindrieux.

La présidente rappelle que l'objectif est de traiter au plus proche et que c'est pour cela que Savoie Déchets s'est orienté vers une politique de multiplication des plateformes au plus proche des collectivités.

M. SAVINEAUX indique que toute la question est de refaire les calculs sur des simulations de tonnages. La présidente répond que plusieurs réunions ont eu lieu et que cela pourra se rediscuter entre techniciens.

A. FAUGE souhaite savoir si pour la gestion de proximité les territoires restent exactement comme ils sont avec une gestion au fil de l'eau.

La présidente le confirme et explique qu'il paraissait plus pertinent de garder à cette échelle le broyage de déchets verts sur les plateformes communales. Autant sur le traitement par compostage, on voit une économie d'échelle, il y a un besoin de massification, autant sur du broyage en proximité, ce n'est pas forcément pertinent. Toutefois, s'il y a des demandes, de nouvelles études pourront être faites ultérieurement avec la réserve liée aux normes réglementaires qui induisent des coûts de mise en conformité très importants.

T. TORRECILLOS interroge sur la notion de proximité, disant qu'il n'a pas trouvé grand-chose au niveau de la jurisprudence.

La présidente répond qu'effectivement c'est flou du point de vue réglementaire et que ces activités peuvent être considérées comme des opérations de collecte et de gestion de proximité, au même titre que les composteurs individuels, et les composteurs de quartier.

A. DELARUE confirme en précisant que la situation est comparable à celle du bas de quai de déchetterie.

T. TORRECILLOS rapporte qu'au niveau du Sirtom une commune s'est vue retoquée par le contrôle de la légalité.

La présidente explique que la commune n'est pas compétente sur la collecte et que cela s'organise à l'échelle de l'interco.

T. REPENTIN demande si un système à la carte pourrait être imaginé sous réserve que les sites de proximité soient conformes.

La présidente répond que selon elle, si on parle de la compétence traitement, cela doit être identique pour tous, la compétence n'étant pas séable. Elle propose de considérer cette activité comme du ressort de la collecte, comme pour les bas de quai de déchetterie, considérant ces opérations comme à la jonction entre collecte et traitement.

JM. DRIVET précise qu'uniquement si une plateforme devait évoluer vers une activité de traitement par compostage, alors elle sortirait du cadre de la collecte.

M. ANTOINAT évoque les limites en termes de volumes.

La présidente répond que sur les volumes les 3 plateformes ne pourront pas tout absorber, c'est pourquoi il faudra passer par un marché de traitement avec des plateformes privées telle que Francin.

JM DRIVET explique qu'en ayant fait venir les agriculteurs sur Champlat, cela a permis de comprendre leurs besoins d'amendement en termes de saisonnalité, de valorisation, de normalisation.

La présidente demande s'il y a d'autres questions et propose de passer à la 2^{ème} partie.

2. Proposition de modification des statuts du syndicat

La présidente introduit son propos en précisant que ce n'est pas un changement, mais une précision dans les statuts sur les compétences pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, comportant actuellement le tri des déchets recyclables et l'incinération. Le souhait est de spécifier le compostage ou la méthanisation des déchets organiques, sachant que le fait d'être compétent pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, par définition, inclut les déchets organiques.

ARTICLE 3.1 COMPETENCES OBLIGATOIRES

Conformément aux dispositions des articles L.2224-13 et L.2224-14 du CGCT, le Syndicat est compétent, à l'égard de ses membres, pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, comprenant :

Le tri des déchets recyclables ;

Le compostage ou la méthanisation des déchets organiques ;

L'incinération avec valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles.

=> Compétence traitement précisée et complétée par la filière organique

Les opérations de transport situées à la jonction de la collecte et du traitement sont :

transport de déchets depuis les centres de transfert ou les déchetteries rattachés à la compétence collecte, à l'exception des transferts ou de transports de déchets acheminés sur les sites de traitement de Savoie Déchets et dont la redirection sur d'autres sites de traitement est rendue nécessaire par des contraintes d'exploitation sur les installations de traitement du syndicat.

=> réécriture, pas de modification pour les adhérents

La présidente explique que la seule exception concerne les déchets qui sont transportés par certains adhérents vers d'autres sites de traitement que ceux du syndicat.

Elle donne l'exemple de l'exportation des ordures ménagères résiduelles quand l'usine d'incinération est saturée, et qu'il est demandé notamment à des collectivités de Tarentaise de détourner leurs OMR pour aller sur l'usine d'incinération d'Annecy. Quand il s'agit de détournement du fait de Savoie Déchets, Savoie déchets prend à sa charge le coût de ce transport. C'est la seule exception en concernant le transport.

Les opérations de compostage ou de broyage de proximité situées à la jonction de la collecte et du traitement, telles que les composteurs collectifs de déchets alimentaires ou les plateformes de collecte et broyage de déchets verts de proximité, sont rattachées à la compétence collecte.

La gestion des déchetteries demeure de la compétence collecte de ses membres.

=> Clarifie la répartition des compétences sur les opérations à la jonction de la collecte et du traitement

Constitution d'une régie à autonomie financière

ARTICLE 8 : Constitution d'une régie

Savoie Déchets constitue une régie dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées.

La régie est administrée sous l'autorité de la·du Président·e de Savoie Déchets et du Comité syndical, par un conseil d'exploitation et sa·son président· ainsi qu'un·e directeur·trice.

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Comité syndical de Savoie Déchets .

La présidente rappelle son propos introductif et la nécessaire mise à jour des statuts sur une proposition de création d'un conseil d'exploitation intégrant les partenaires de l'entente relative au nouveau centre de tri.

Savoie Déchets est un SPIC (service public industriel et commercial) depuis 2022.

Il existe une obligation réglementaire de mettre en place un conseil d'exploitation pour toute activité gérée en régie. Le Trésor Public considère un seul budget pour l'ensemble des filières (tri, incinération, compostage), aussi il est proposé de créer une seule régie et un seul conseil d'exploitation pour l'ensemble des filières de traitement.

Afin d'associer les partenaires de l'entente aux décisions sur l'exploitation du nouveau centre de tri (30% des tonnages et de la population concernée), il est proposé d'intégrer nos partenaires au nombre de 4, au conseil d'exploitation.

Composition du Conseil d'exploitation:

21 représentant-es des adhérents (21 suppléant-es)

9 représentant-es des partenaires (9 suppléant-es)

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représenta nt
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	3
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	3
	CA Grand Lac	85 626	3	10	10
	CA Grand Chambéry	148 435	5	18	17
	CC Yenne	7 906	1	1	3
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	3
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	3
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	3
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	3
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	3
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	8	7
	CC Cœur de Savoie	13 256	1	2	3
	TOTAL SAVOIE DECHETS	552 513	21	67	70
Collectivités partenaires	SYCLUM	161 154	5	19	17
	CC Bugey Sud	37 318	1	5	3
	SIBRECSA	60 614	2	7	7
	SILA (CC Sources du Lac d'Annecy)	16 948	1	2	3
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	276 034	9	33	30
	TOTAL	828 547	30	100	100

Intervention

MARC GIRARD intervient pour dire que la dissolution du SIBRECSA devrait être effective au 1^{er} janvier 2026

La présidente indique que tant que le SIBRECSA n'est pas dissous, Savoie Déchets est obligé d'en tenir compte dans ses statuts, mais à partir du 1 janvier 2026, s'il est dissous, il y aura une répartition un peu différente des membres du Conseil d'exploitation.

Evolution de la composition du Conseil d'exploitation si dissolution SIBRECSA:

21 représentant·es des adhérent·es (21 suppléant·es)

7 représentant des partenaires (7 suppléant·es)

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représentant s
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	4
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	4
	CA Grand Lac	85 626	3	11	11
	CA Grand Chambéry	148 435	5	19	18
	CC Yenne	7 906	1	1	4
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	4
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	4
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	4
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	4
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	4
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	9	7
	CC Cœur de Savoie	39 914	1	5	4
	TOTAL SAVOIE DECHETS	579 171	21	73	75
Collec tivité part naires	SITOM NI (SYCLUM + CC Bugey Sud)	198 472	6	25	21
	SILA /CC Sources du Lac d'Annecy	16 948	1	2	4
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	215 420	7	27	25
	TOTAL	794 591	28	100	100

Article 12-1 Composition

Le conseil d'exploitation de Savoie Déchets est composé **de 30 membres désigné·es par le Comité syndical de Savoie Déchets** sur proposition de la·du Président·e de Savoie Déchets.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent :

1° Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;

2° Occuper une fonction dans ces entreprises ;

3° Assurer une prestation pour ces entreprises ;

4° Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

Le conseil d'exploitation élit, en son sein, son président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois et chaque fois que le président le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par la le président.

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, le directeur de Savoie Déchets assiste aux séances du conseil d'exploitation avec voix consultative.

Article 12-2 Compétences

Pendant la durée de l'entente intercommunale, le conseil d'exploitation dispose d'un pouvoir de décision sur les catégories d'affaires suivantes, intéressant le nouveau centre de tri de Chambéry :

Décisions relatives à l'exploitation en régie du nouveau centre de tri dans le cadre de l'évolution normale ou prévisible des conditions d'exploitation prévisionnelles de la convention-cadre

Décision annuelle sur l'approbation du montant des coûts d'investissement, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre

Décision annuelle relative à l'approbation du montant des coûts d'exploitation, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre

Approbation du protocole de sécurité et des conditions d'acceptation des déchets

Décisions relatives au montant des coûts refacturés aux tiers (non signataires de la convention-cadre) sauf en cas d'augmentation significative des coûts prévus par la convention-cadre

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté pour avis par le Président de Savoie Déchets sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie .

Compétences du Comité syndical

Article 9-2 Compétences

Le Comité syndical, après avis du conseil d'exploitation :

1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions, travaux de première installation ou d'extension

2° Autorise la le Président-e de Savoie Déchets à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;

3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;

4° Délibère sur les mesures l'affectation des résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice

5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;

6° Fixe les tarifs du traitement des déchets ménagers et assimilés dans ses installations;

7° Fixe, sur la proposition de la du Président-e et après avis du conseil d'exploitation, la rémunération de la du directeur-trice ;

8° Délibère sur toutes les décisions ne relevant pas du pouvoir de décision du conseil d'exploitation conformément aux présents statuts.

Intervention

T. TORRECILLOS observe que le conseil d'exploitation donne un avis donc que son pouvoir est consultatif.

La présidente répond que le conseil d'exploitation doit émettre un avis sur ces sujets et que le comité syndical reste décisionnaire.

Présidence

ARTICLE 11 : Président-e

La le Président-e du Syndicat mixte est élu-e au sein du Comité Syndical.

Elle-il est le représentant légal de la régie et en est l'ordonnateur.

Elle-il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité Syndical et du conseil d'exploitation.

Elle-il présente au Comité Syndical le budget et le compte administratif ou le compte financier.

Elle-il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur-trice pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 13 : Sièg

Le sièg du Syndicat est fixé à l'usine d'incinération de Chambéry – 336 rue de Chantabord – CS 22425 – 73024 CHAMBERY Cedex.

Il est proposé de modifier le sièg du syndicat à l'adresse du nouveau centre de tri – entrée bâtiment administratif : 190 rue Pré Demaison - 73 000 CHAMBERY

La présidente invite les élus à poser leurs questions.

B. SAVINEAUX demande à revoir la slide sur la répartition de compétences, les prises en charge, le transport et souhaite savoir si le document leur sera adressé.

La présidente répond que le document est conforme à celui envoyé aux techniciens en amont.

Après un bref échange sur le nouveau logo, la présidente précise que suite à la conférence des présidents sur l'exercice de la compétence déchets verts, chaque collectivité concernée par le transfert de plateformes devra prendre des délibérations et interroge les élus pour vérifier que l'avis rendu par la conférence des présidents est un accord.

Elle demande s'il y a des oppositions. Il n'y a pas d'opposition.

Elle acte que cela pourra être voté au prochain comité syndical de Savoie Déchets et dit que le SIRTOM pour la plateforme de Saint-Julien-de-Mont denis, et Grand Chambéry pour la plateforme de Champlat devront prendre des délibérations. Pour les autres, le transfert sera effectif à la fin du marché de traitement.

JC FRAISSARD dit que cela donne du poids à la décision.

La présidente dit qu'il n'y a pas de vote mais un avis positif. Sur la question des statuts, chaque adhérent devra se positionner pour approuver les statuts.

Elle précise qu'il n'y aura pas besoin de désigner de nouveaux élus pour le conseil d'exploitation et dit qu'il est plus simple d'avoir les mêmes personnes dans les différentes instances du syndicat, mais que chaque adhérent est libre de désigner qui il veut.

T. TORRECILLOS demande s'il faut prendre une délibération pour entériner les statuts.

A. DELARUE explique que Savoie Déchets notifiera aux adhérents la délibération du syndicat avec le projet de modification de statuts et qu'après chaque collectivité aura 3 mois pour délibérer.

L. BOIRON demande pour quand les retours sont prévus

A. DELARUE répond qu'après avoir fait un premier projet de rédaction avec une avocate, il faut ensuite prendre rendez-vous en préfecture pour vérifier que le contrôle de légalité est d'accord sur la formulation. La présidente précise que dès que la délibération sera passée en comité syndical, les EPCI auront 3 mois pour éventuellement s'opposer.

JC FRAISSARD demande si ce sera acté de fait s'il n'y a pas de retour dans les délais.

A. DELARUE répond que oui.

T. REPENTIN dit que que chacun va devoir dans sa collectivité respective, examiner et voir l'impact avec son exécutif. Il donne un avis mais il a besoin que son exécutif se positionne.

R. BERETTI demande si Savoie Déchets a ou a pensé faire une prospective financière.

La présidente répond qu'elle a été faite et présentée à tous les services financiers des adhérents. Elle ajoute que les tarifs appliqués sont les mêmes que ceux inscrits dans la prospective d'il y a 4 ans. Grand

lac est d'ailleurs assidu à cette présentation mais certains adhérents ne participent pas. La prospective est mise à jour par le directeur administratif et financier.

R. BERETTI indique qu'il est d'accord sur le principe, mais se fait le relai de l'expression d'inquiétudes des élus, concernant l'évolution à 5 ans.

La présidente explique que sur les évolutions de tarifs, certaines ont pu être anticipées lorsqu'elles sont liées à des normes réglementaires. Notamment la TGAP et l'application du BREF ;

S'il devait y avoir une nouvelle loi, une nouvelle évolution, il est évident qu'elle impactera l'équilibre.

C. RAUCAZ rappelle l'augmentation des tarifs de l'électricité et celle de l'assurance.

La présidente souligne la crainte d'une application des quotas carbone à horizon 2028, cela se traduirait par 80€ la tonne en plus dans le tarif de traitement, ce qui n'est pas du tout soutenable par les collectivités. Des discussions sont en cours avec l'État pour voir si ces quotas carbone peuvent venir en dégrèvement de la TGAP.

JM. DRIVET précise que sur la partie relevant de nouvelles compétences il n'y a pas beaucoup de recul. La présidente répond qu'autant sur les déchets alimentaires il y a peu de recul, autant sur les déchets verts, les plateformes existent depuis 20 ans.

JM DRIVET évoque les incertitudes sur Francin au vu des difficultés d'exploitation et se dit attentif.

M. SAVINEAUX demande si du point de vue juridique les modifications statutaires portent sur le traitement des déchets verts. Concernant les déchets alimentaires, il demande dans quelle catégorie ils se trouvent.

La présidente répond qu'ils sont déjà dans les déchets ménagers et assimilés, il s'agit de déchets organiques, au sens du code de l'environnement soit : déchets verts plus déchets alimentaires.

La présidente demande s'il y a d'autres sujets, d'autres questions et prend note de l'avis favorable sur ce transfert de la compétence et sur cette modification des statuts Elle propose de lever la séance.

La conférence des présidents est clôturée à 19 h 17

COMPTE RENDU
Conférence des Présidents de Savoie Déchets à Chambéry
Mercredi 16 avril 2025 de 18h à 19h30

Présents :

BENEVISE Marie	Présidente SD	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
REPENTIN Thierry	Président	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
GIRAUD Murielle	Elue	VP de la CC Cœur de Chartreuse
BERETTI Renaud	Président	Communauté d'Agglomération - Grand Lac
AMET Yannick	Président	Communauté de Communes Haute Tarentaise
DRIVET Jean-Marc	VP SD	Communauté d'Agglomération - Grand Lac
RAUCAZ Christian	VP SD	Communauté d'Agglomération Arlysère
FRAISSARD J.-Claude	VP SD	CC Haute Tarentaise
BOIRON Laurence	VP SD	CC de Yenne
VARESANO José	Elu	Représentant le président du SIRTOMM
FAUGE Alexandre	Elu	Représentant le président ZUCHERRO de la CC Aiguebelette
BLANQUET Denis	VP SD	Représentant la présidente LENFANT de la CC Cœur de Chartreuse
GIRARD Marc	Elu	Représentant la présidente SANTAIS de la CC Cœur de Savoie
ANTOINAT Mathilde	Responsable service déchets	CC de Chartreuse
CHENAL Lauréliane	Responsable service déchets	Grand Lac
SAVINEAUX Benoît	DGS	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry
TORRECILLOS Théo	Directeur	SIRTOMM

Excusés :

ZUCCHERO Pascal	Président	CC du Lac d'Aiguebelette
SIMON Christian	Président	SIRTOM de Maurienne
LENFANT Anne	Présidente	CC Cœur de Chartreuse
SANTAIS Béatrice	Présidente	CC Cœur de Savoie
BURNIER FRAMBORET Frédéric	VP SD	Communauté d'Agglomération d'Arlysère
CHEMIN François	VP SD	SIRTOM de Maurienne
PANNEKOUCKE Fabrice	Président	CC Cœur de Tarentaise
SPIGARELLI Lucien	Président	CC des Versants d'Aime
DUMOLLARD Guy	Président	CC de Yenne
BOIX NEVEU Arthur	VP SD	Communauté d'Agglomération Grand Chambéry

Absents :

LOMBARD Franck	Président	Communauté d'Agglomération Arlysère
MONIN Thierry	Président	CC Val Vanoise Tarentaise
POINTET André	Président	CC Vallées d'Aigueblanche

Marie Bénévise, Présidente de Savoie Déchets ouvre la séance à 18 h.

La présidente souhaite la bienvenue aux présents en soulignant que c'est la première Conférence des présidents du mandat. Deux sujets d'importance sont à l'ordre du jour : l'exercice de la compétence traitement des déchets verts et la modification des statuts. A l'issue de la réunion, les élus qui le souhaitent pourront faire la visite de l'usine.

La présidente présente les actualités du syndicat :

Actualités UVETD

Elle précise concernant les actualités 2024 au niveau de l'UVETD les projets majeurs de ces 2 dernières années :

1. le projet de récupération de chaleur fatale qui a permis de valoriser plus de 20% d'énergie supplémentaire à iso quantité de tonnages et qui permet de valoriser maintenant de l'énergie qui hier qui était perdue. Cette énergie est valorisée sous forme d'eau surchauffée qui alimente le réseau de chaleur de la ville de Chambéry.

2. la mise aux normes de l'UVE aux normes européennes avec l'opération DeNox qui permet de diminuer les émissions d'oxydes d'azote et a permis d'ajouter un système de récupération de chaleur sur le traitement des fumées.

3. une campagne de caractérisations afin d'étudier le contenu des poubelles OMR, qui a consisté pendant un an à recueillir des échantillons pour chaque territoire et les trier par catégorie de déchet ce qui permettra ensuite de faire des campagnes de communication pertinentes en fonction des indésirables relevés.

107 caractérisations ont été menées en 2024 mettant en évidence que 75% des déchets contenus dans les OMR pourraient encore être valorisés. Des efforts sont encore à poursuivre pour n'incinérer que les déchets ultimes.

Actualités centre de tri

La présidente précise que le bâtiment que le nouveau centre de tri situé face à l'usine d'incinération est en cours de construction. Ce nouveau centre de tri permettra de traiter 40 000 tonnes de collecte sélective. Le centre de tri actuel dispose de la moitié de cette capacité. Elle évoque ensuite les quantités produites sur le territoire qui augmentent et l'association avec d'autres collectivités, situées en Isère et en Haute Savoie. La mise en service est prévue en octobre et l'arrêt du centre de tri actuel au 1^{er} semestre 2026.

Actualités compostage des déchets alimentaires

La présidente précise que Grand Chambéry et Grand Lac sont les premiers à avoir démarré la collecte de déchets alimentaires.

Concernant le compost, ce sont près de 800 tonnes qui sont valorisés localement auprès de maraîchers, d'agriculteurs, de paysagistes et également en végétalisation de pistes de ski.

Intervention

Théo TORRECILLOS demande ce qu'il reste dans les OM non valorisables (25 %)

La présidente répond qu'on y retrouve tout ce qui n'est ni compostable ni recyclable, et notamment des textiles sanitaires (mouchoirs, couches, mégots...)

1 Exercice de la compétence traitement des déchets verts par Savoie Déchets

La présidente rappelle le contexte : c'est un sujet qui est étudié au niveau du syndicat depuis 10 ans, depuis le précédent mandat. La réflexion a été relancée en 2023 dans le cadre d'un Copil biodéchets associant tous les adhérents, élus et techniciens. Différentes études ont été menées, des études techniques et juridiques suivies par des groupes de travail, avec les élus et les techniciens représentant l'ensemble des adhérents. Pour aboutir en septembre dernier à un copil qui a statué favorablement sur la reprise par le syndicat du traitement des déchets verts, sous réserve de soumettre cette décision à la Conférence des présidents de ce soir.

Elle souligne que l'origine de ce questionnement sur la compétence traitement des déchets verts est d'abord réglementaire : en effet la compétence traitement n'est pas sécable.

Cadre réglementaire de la compétence traitement

La compétence traitement n'est pas sécable : il est possible de transférer « l'ensemble » de la compétence traitement et/ou collecte. (Article L2224-13 du CGCT)

Dans le cas d'un transfert, la compétence doit être exercée pleinement par l'établissement public concerné (cf rapport CRC + étude juridique)

Obligation de Savoie Déchets d'exercer la compétence « Traitement » sur l'ensemble des flux de déchets ménagers :

- Ordures ménagères
- Collecte sélective des emballages et papiers
- Déchets organiques : déchets alimentaires et déchets verts

Rappel conclusions du rapport CRC de 2022

Remarques de la CRC sur la répartition des compétences :

Savoie Déchets n'a pas pris la totalité de la compétence « traitement » :
le traitement des déchets verts est toujours assuré par les EPCI détenant la compétence "collecte".

La CRC soulève la question du traitement des **déchets issus de déchetteries** (avec, comme sous problématique, le sujet du transport et de la personne compétente pour le réaliser)

Propositions d'orientation SD :

Obligation réglementaire confirmée
⇒ **Intégrer le traitement des déchets verts** aux missions de Savoie Déchets : compétence traitement exercée sur l'ensemble de **la filière organique** = déchets alimentaires + déchets verts

Incertitudes juridiques (absence de texte ou de jurisprudence constante)
⇒ Proposition de **statut quo** sur la répartition des compétences concernant **la gestion des déchetteries**

Interventions

A. FAUGE demande comment procéder lorsque le territoire a déjà une plateforme et ne passe pas par une déchetterie.

Ce point est évoqué à la slide suivante.

Stratégie de traitement des déchets organiques

La présidente indique que pour pouvoir composter les déchets alimentaires, il est nécessaire de broyer des déchets verts et de disposer d'un certain nombre d'équipements, qui sont communs aux deux activités de compostage. L'apport de structurant (déchets verts) est en effet nécessaire pour le compostage des déchets alimentaires.

Il s'agit d'une opportunité technique de mutualiser les activités de compostage : foncier, moyens humains, équipements, normalisation et vente de compost...

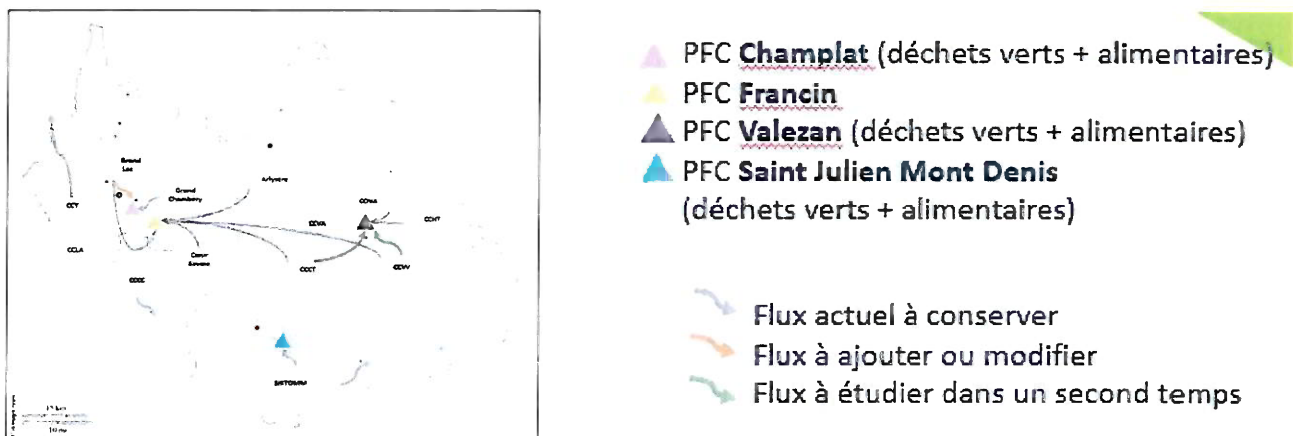
En outre, c'est une demande de la DREAL d'avoir un seul exploitant (suivi site ICPE) concernant la plateforme de Champlat.

Savoie Déchets propose de traiter ces déchets verts sur des plateformes au plus proche des adhérents, pour limiter les coûts financiers et environnementaux du transport.

Actuellement il existe trois plateformes : à Chambéry, à Valezan et à St Julien Mont Denis.

La plateforme de Valezan est déjà mutualisée, elle permet de composter les déchets verts et les déchets alimentaires.

Territorialisation du traitement des déchets verts



La présidente détaille les différents flux figurants sur le schéma.

Intérêt technique et financier de la reprise

- Une mutualisation des moyens : Les deux activités de compostage ont des opportunités de mutualisation importantes: moyens humains, process, équipements, infrastructures, normalisation et commercialisation des composts
- L'apport de structurant (broyat de déchets verts) est nécessaire pour le compostage des déchets alimentaires

Suivi site ICPE: la DREAL demande un seul exploitant pour la plateforme de compostage des déchets alimentaires et déchets verts de Champlat

Conditions de reprise

La présidente précise que les conditions de reprise ont été validées en copil.

Il est proposé de retenir un tarif de traitement de 40 € / t pour tous les adhérents quelle que soit leur solution de traitement, qu'on soit sur les plateformes exploitées par Savoie Déchets ou sur des plateformes privées.

Elle ajoute que ce tarif a été calculé par rapport au coût estimé d'exploitation des plateformes, c'est à dire que certains adhérents payent plus, d'autres légèrement moins. Cette proposition de tarif correspond à une moyenne.

Il n'y a pas de changement sur les apports des professionnels.

Savoie Déchets pourrait ainsi reprendre la gestion des plateformes de Chambéry et de Saint-Julien-Mont-Denis

Concernant les marchés de traitement qui sont en cours, la proposition qui est faite par le COPIL, est de maintenir les marchés existants, de les mener jusqu'à leur terme et de les reprendre au niveau du syndicat lorsqu'ils arrivent à échéance.

La présidente présente également la proposition conserver au niveau des adhérents la gestion des plateformes de proximité (communales, en déchetterie, broyage, ...) ainsi que celle de réserver une quantité de broyat et de compost pour les usages propres à chaque adhérent :

- 15 000 tonnes de compost produites sur le département
- Si l'on met 10% de ce compost à disposition gratuitement : 1 500 tonnes
- Sachant que le compost est vendu 15 €/tonne, cela représente 22 500 € qui sont pris en compte dans l'équilibre économique et qui seront à questionner au bout d'un an en fonction des besoins

La présidence ajoute que le marché de Grand Lac prendra fin à la fin d'année et tous les autres marchés se termineront sur les années 2026-2027. Savoie Déchets reprendra le traitement des déchets verts quand ces marchés arriveront à terme. Concernant les questions de transport, il y a aujourd'hui, beaucoup de marchés comprenant transport et traitement. Il sera donc nécessaire de passer un nouveau marché de transport au niveau des adhérents, puisque Savoie Déchets n'a pas cette compétence.

Interventions

C.RAUCAZ interroge sur une possible reprise de la zone d'Aiton.

La présidente précise qu'un terrain a été acheté par la SEM agriculture environnement pour faire du compostage de boues de station d'épuration et que Savoie déchets en est pour l'instant aux prémices de la réflexion sur ce sujet. Ce n'est pas le même statut ICPE mais ce serait idéal pour ne pas dépendre de la plateforme de Francin et pertinent pour le syndicat. Cela nécessite encore de faire des études.

JM. DRIVET confirme qu'une rencontre avec la SEM est en train de se programmer et que du point de vue de la couverture territoriale, le site est bien placé.

M. ANTOINAT souhaite savoir si Savoie Déchets pourrait assister les territoires qui n'ont pas encore mis ce dispositif en place mais qui souhaiteraient le faire.

La présidente répond que Savoie Déchets pourrait porter un marché de broyage, et proposer de mutualiser une prestation. Le syndicat pourrait aussi conduire une étude commune à plusieurs adhérents. C'est le rôle de Savoie Déchets de mutualiser les études et d'assurer un conseil auprès de ses adhérents.

JM. DRIVET souhaite revenir sur le coût de traitement des déchets alimentaires et fait part du coût assez important auquel aboutissent les différentes études. Il évoque les difficultés liées à la réglementation qui

s'applique au compostage des déchets alimentaires, qui nécessite de faire évoluer le process. Le syndicat sera attentif à la montée en charge et retiendra un déploiement avec une adaptation à faire au fur et à mesure.

T. REPENTIN demande comment être assuré que la proposition qui est faite sur le coût de traitement des biodéchets soit aussi attractive que le traitement qui est actuellement réalisé en direct. Il indique que le tarif de 40 € la tonne ne couvre probablement pas le coût de traitement des déchets organiques.

La présidente répond qu'il est ici question de déchets verts. Les déchets alimentaires sont déjà traités par Savoie Déchets. Le coût est estimé à partir des études qui ont été faites, et notamment des coûts observés sur les plateformes actuelles, qu'elles soient gérées en prestation, privées ou publiques. Le chiffre de 40 € est cohérent et c'est un coût réel.

Concernant les déchets alimentaires, il y a 2 tarifs : un tarif proche du coût réel pour les déchets alimentaires apportés directement par les professionnels, et un tarif incitatif pour les adhérents - choisi en comité syndical - pour inciter à déployer la collecte des déchets alimentaires.

Les déchets professionnels ont bien leurs propres tarifs, tout comme à l'usine d'incinération. Le tarif est différent pour les adhérents et les déchets professionnels qui y sont traités.

T. REPENTIN demande à se faire confirmer qu'à Champlatt il n'y aura pas de biodéchets qui proviennent d'un territoire qui collecterait des industriels.

La présidente répond qu'il y en aura, mais au tarif professionnel. Concernant les déchets issus des professionnels et collectés par les collectivités, chaque adhérent fixe ses seuils. Grand Chambéry, par exemple, a des seuils assez élevés. Grand Chambéry collecte des gros producteurs de déchets non ménagers avec un seuil plus élevé que certaines autres collectivités. Les pratiques sont très différentes sur tout le territoire.

Elle précise qu'il y aura 2 gestions différentes, un même foncier, mais 2 plateformes : une plateforme déchets alimentaires, une plateforme déchets verts. Ce n'est pas le même compost, ce n'est pas le même processus de normalisation. Pour autant, le fait de mutualiser ces plateformes permet de garantir un tarif de traitement des déchets alimentaires un peu plus bas, puisque avec un apport de déchets végétaux qui est sur place, la mutualisation d'un certain nombre de moyens humains, d'outils permet d'avoir un coût de traitement des déchets alimentaires qui reste acceptable pour les collectivités.

T. REPENTIN précise que le coût de traitement des déchets verts atteint 31€/t sur le site de Grand Chambéry, quand il regarde les recettes réalisées dans le cadre du marché avec Suez, avec un bénéfice net de 110 000 € sur 590 000 € de coût. Rapporté à la tonne le coût s'élève à 40 € et une fois la défalcation faite à 31 € net avec les recettes perçues.

La présidente n'a pas connaissance de ces chiffres et explique s'être basée sur les chiffres transmis par Grand Chambéry en prenant en compte toutes les dépenses, toutes les recettes, et les moyens humains pour aboutir au tarif de 40€/t.

JM DRIVET indique qu'il y aura certainement une question territoriale par rapport aux déchets verts de Chindrieux.

La présidente rappelle que l'objectif est de traiter au plus proche et que c'est pour cela que Savoie Déchets s'est orienté vers une politique de multiplication des plateformes au plus proche des collectivités.

M. SAVINEAUX indique que toute la question est de refaire les calculs sur des simulations de tonnages. La présidente répond que plusieurs réunions ont eu lieu et que cela pourra se rediscuter entre techniciens.

A. FAUGE souhaite savoir si pour la gestion de proximité les territoires restent exactement comme ils sont avec une gestion au fil de l'eau.

La présidente le confirme et explique qu'il paraissait plus pertinent de garder à cette échelle le broyage de déchets verts sur les plateformes communales. Autant sur le traitement par compostage, on voit une économie d'échelle, il y a un besoin de massification, autant sur du broyage en proximité, ce n'est pas forcément pertinent. Toutefois, s'il y a des demandes, de nouvelles études pourront être faites ultérieurement avec la réserve liée aux normes réglementaires qui induisent des coûts de mise en conformité très importants.

T. TORRECILLOS interroge sur la notion de proximité, disant qu'il n'a pas trouvé grand-chose au niveau de la jurisprudence.

La présidente répond qu'effectivement c'est flou du point de vue réglementaire et que ces activités peuvent être considérées comme des opérations de collecte et de gestion de proximité, au même titre que les composteurs individuels, et les composteurs de quartier.

A. DELARUE confirme en précisant que la situation est comparable à celle du bas de quai de déchetterie.

T. TORRECILLOS rapporte qu'au niveau du Sirtom une commune s'est vue retoquée par le contrôle de la légalité.

La présidente explique que la commune n'est pas compétente sur la collecte et que cela s'organise à l'échelle de l'interco.

T. REPENTIN demande si un système à la carte pourrait être imaginé sous réserve que les sites de proximité soient conformes.

La présidente répond que selon elle, si on parle de la compétence traitement, cela doit être identique pour tous, la compétence n'étant pas sécable. Elle propose de considérer cette activité comme du ressort de la collecte, comme pour les bas de quai de déchetterie, considérant ces opérations comme à la jonction entre collecte et traitement.

JM. DRIVET précise qu'uniquement si une plateforme devait évoluer vers une activité de traitement par compostage, alors elle sortirait du cadre de la collecte.

M. ANTOINAT évoque les limites en termes de volumes.

La présidente répond que sur les volumes les 3 plateformes ne pourront pas tout absorber, c'est pourquoi il faudra passer par un marché de traitement avec des plateformes privées telle que Francin.

JM DRIVET explique qu'en ayant fait venir les agriculteurs sur Champlat, cela a permis de comprendre leurs besoins d'amendement en termes de saisonnalité, de valorisation, de normalisation.

La présidente demande s'il y a d'autres questions et propose de passer à la 2^{ème} partie.

2. Proposition de modification des statuts du syndicat

La présidente introduit son propos en précisant que ce n'est pas un changement, mais une précision dans les statuts sur les compétences pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, comportant actuellement le tri des déchets recyclables et l'incinération. Le souhait est de spécifier le compostage ou la méthanisation des déchets organiques, sachant que le fait d'être compétent pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, par définition, inclut les déchets organiques.

ARTICLE 3.1 COMPETENCES OBLIGATOIRES

Conformément aux dispositions des articles L.2224-13 et L.2224-14 du CGCT, le Syndicat est compétent, à l'égard de ses membres, pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, comprenant :

Le tri des déchets recyclables ;

Le compostage ou la méthanisation des déchets organiques ;

L'incinération avec valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles.

=> Compétence traitement précisée et complétée par la filière organique

Les opérations de transport situées à la jonction de la collecte et du traitement sont :

transport de déchets depuis les centres de transfert ou les déchetteries rattachés à la compétence collecte, à l'exception des transferts ou de transports de déchets acheminés sur les sites de traitement de Savoie Déchets et dont la redirection sur d'autres sites de traitement est rendue nécessaire par des contraintes d'exploitation sur les installations de traitement du syndicat.

=> réécriture, pas de modification pour les adhérents

La présidente explique que la seule exception concerne les déchets qui sont transportés par certains adhérents vers d'autres sites de traitement que ceux du syndicat.

Elle donne l'exemple de l'exportation des ordures ménagères résiduelles quand l'usine d'incinération est saturée, et qu'il est demandé notamment à des collectivités de Tarentaise de détourner leurs OMR pour aller sur l'usine d'incinération d'Annecy. Quand il s'agit de détournement du fait de Savoie Déchets, Savoie déchets prend à sa charge le coût de ce transport. C'est la seule exception en concernant le transport.

Les opérations de compostage ou de broyage de proximité situées à la jonction de la collecte et du traitement, telles que les composteurs collectifs de déchets alimentaires ou les plateformes de collecte et broyage de déchets verts de proximité, sont rattachées à la compétence collecte.

La gestion des déchetteries demeure de la compétence collecte de ses membres.

=> Clarifie la répartition des compétences sur les opérations à la jonction de la collecte et du traitement

Constitution d'une régie à autonomie financière

ARTICLE 8 : Constitution d'une régie

Savoie Déchets constitue une régie dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du service public à caractère industriel et commercial faisant l'objet des compétences transférées.

La régie est administrée sous l'autorité de la du Président-e de Savoie Déchets et du Comité syndical, par un conseil d'exploitation et sa son président- ainsi qu'un-e directeur-trice.

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Comité syndical de Savoie Déchets .

La présidente rappelle son propos introductif et la nécessaire mise à jour des statuts sur une proposition de création d'un conseil d'exploitation intégrant les partenaires de l'entente relative au nouveau centre de tri.

Savoie Déchets est un SPIC (service public industriel et commercial) depuis 2022.

Il existe une obligation réglementaire de mettre en place un conseil d'exploitation pour toute activité gérée en régie. Le Trésor Public considère un seul budget pour l'ensemble des filières (tri, incinération, compostage), aussi il est proposé de créer une seule régie et un seul conseil d'exploitation pour l'ensemble des filières de traitement.

Afin d'associer les partenaires de l'entente aux décisions sur l'exploitation du nouveau centre de tri (30% des tonnages et de la population concernée), il est proposé d'intégrer nos partenaires au nombre de 4, au conseil d'exploitation.

Composition du Conseil d'exploitation:

21 représentant-es des adhérents (21 suppléant-es)

9 représentant-es des partenaires (9 suppléant-es)

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représenta nt
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	3
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	3
	CA Grand Lac	85 626	3	10	10
	CA Grand Chambéry	148 435	5	18	17
	CC Yenne	7 906	1	1	3
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	3
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	3
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	3
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	3
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	3
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	8	7
	CC Cœur de Savoie	13 256	1	2	3
	TOTAL SAVOIE DECHETS	552 513	21	67	70
Collectivités partenaires	SYCLUM	161 154	5	19	17
	CC Bugey Sud	37 318	1	5	3
	SIBRECSA	60 614	2	7	7
	SILA (CC Sources du Lac d'Annecy)	16 948	1	2	3
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	276 034	9	33	30
	TOTAL	828 547	30	100	100

Intervention

MARC GIRARD intervient pour dire que la dissolution du SIBRECSA devrait être effective au 1^{er} janvier 2026

La présidente indique que tant que le SIBRECSA n'est pas dissous, Savoie Déchets est obligé d'en tenir compte dans ses statuts, mais à partir du 1 janvier 2026, s'il est dissous, il y aura une répartition un peu différente des membres du Conseil d'exploitation.

Evolution de la composition du Conseil d'exploitation si dissolution SIBRECSA:

21 représentant-es des adhérent-es (21 suppléant-es)

7 représentant des partenaires (7 suppléant-es)

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représentant s
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	4
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	4
	CA Grand Lac	85 626	3	11	11
	CA Grand Chambéry	148 435	5	19	18
	CC Yenne	7 906	1	1	4
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	4
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	4
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	4
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	4
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	4
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	9	7
	CC Cœur de Savoie	39 914	1	5	4
	TOTAL SAVOIE DECHETS	579 171	21	73	75
Collec tivité partenaires	SITOM NI (SYCLUM + CC Bugey Sud)	198 472	6	25	21
	SILA /CC Sources du Lac d'Annecy	16 948	1	2	4
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	215 420	7	27	25
	TOTAL	794 591	28	100	100

Article 12-1 Composition

Le conseil d'exploitation de Savoie Déchets est composé **de 30 membres désigné-es par le Comité syndical de Savoie Déchets** sur proposition de la du Président-e de Savoie Déchets.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent :

- 1° Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie ;
- 2° Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- 3° Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- 4° Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

Le conseil d'exploitation élit, en son sein, son président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois et chaque fois que le président le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par la le président.

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, le directeur de Savoie Déchets assiste aux séances du conseil d'exploitation avec voix consultative.

Article 12-2 Compétences

Pendant la durée de l'entente intercommunale, le conseil d'exploitation dispose d'un pouvoir de décision sur les catégories d'affaires suivantes, intéressant le nouveau centre de tri de Chambéry :

Décisions relatives à l'exploitation en régie du nouveau centre de tri dans le cadre de l'évolution normale ou prévisible des conditions d'exploitation prévisionnelles de la convention-cadre

Décision annuelle sur l'approbation du montant des coûts d'investissement, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre

Décision annuelle relative à l'approbation du montant des coûts d'exploitation, conformément aux coûts prévus dans la convention-cadre

Approbation du protocole de sécurité et des conditions d'acceptation des déchets

Décisions relatives au montant des coûts refacturés aux tiers (non signataires de la convention-cadre) sauf en cas d'augmentation significative des coûts prévus par la convention-cadre

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté pour avis par le Président de Savoie Déchets sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie .

Compétences du Comité syndical

Article 9-2 Compétences

Le Comité syndical, après avis du conseil d'exploitation :

1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions, travaux de première installation ou d'extension
2° Autorise la-le Président-e de Savoie Déchets à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;

3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;

4° Délibère sur les mesures d'affectation des résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice

5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;

6° Fixe les tarifs du traitement des déchets ménagers et assimilés dans ses installations;

7° Fixe, sur la proposition de la-du Président-e et après avis du conseil d'exploitation, la rémunération de la-du directeur-trice ;

8° Délibère sur toutes les décisions ne relevant pas du pouvoir de décision du conseil d'exploitation conformément aux présents statuts.

Intervention

T. TORRECILLOS observe que le conseil d'exploitation donne un avis donc que son pouvoir est consultatif.

La présidente répond que le conseil d'exploitation doit émettre un avis sur ces sujets et que le comité syndical reste décisionnaire.

Présidence

ARTICLE 11 : Président-e

La-le Président-e du Syndicat mixte est élu-e au sein du Comité Syndical.

Elle-il est le représentant légal de la régie et en est l'ordonnateur.

Elle-il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité Syndical et du conseil d'exploitation.

Elle-il présente au Comité Syndical le budget et le compte administratif ou le compte financier.

Elle-il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur-trice pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 13 : Siège

Le siège du Syndicat est fixé à l'usine d'incinération de Chambéry – 336 rue de Chantabord – CS 22425 – 73024 CHAMBERY Cedex.

Il est proposé de modifier le siège du syndicat à l'adresse du nouveau centre de tri – entrée bâtiment administratif : 190 rue Pré Demaison - 73 000 CHAMBERY

La présidente invite les élus à poser leurs questions.

B. SAVINEAUX demande à revoir la slide sur la répartition de compétences, les prises en charge, le transport et souhaite savoir si le document leur sera adressé.

La présidente répond que le document est conforme à celui envoyé aux techniciens en amont.

Après un bref échange sur le nouveau logo, la présidente précise que suite à la conférence des présidents sur l'exercice de la compétence déchets verts, chaque collectivité concernée par le transfert de plateformes devra prendre des délibérations et interroger les élus pour vérifier que l'avis rendu par la conférence des présidents est un accord.

Elle demande s'il y a des oppositions. Il n'y a pas d'opposition.

Elle acte que cela pourra être voté au prochain comité syndical de Savoie Déchets et dit que le SIRTOM pour la plateforme de Saint-Julien-de-Mont denis, et Grand Chambéry pour la plateforme de Champlat devront prendre des délibérations. Pour les autres, le transfert sera effectif à la fin du marché de traitement.

JC FRAISSARD dit que cela donne du poids à la décision.

La présidente dit qu'il n'y a pas de vote mais un avis positif. Sur la question des statuts, chaque adhérent devra se positionner pour approuver les statuts.

Elle précise qu'il n'y aura pas besoin de désigner de nouveaux élus pour le conseil d'exploitation et dit qu'il est plus simple d'avoir les mêmes personnes dans les différentes instances du syndicat, mais que chaque adhérent est libre de désigner qui il veut.

T. TORRECILLOS demande s'il faut prendre une délibération pour entériner les statuts.

A. DELARUE explique que Savoie Déchets notifiera aux adhérents la délibération du syndicat avec le projet de modification de statuts et qu'après chaque collectivité aura 3 mois pour délibérer.

L. BOIRON demande pour quand les retours sont prévus

A. DELARUE répond qu'après avoir fait un premier projet de rédaction avec une avocate, il faut ensuite prendre rendez-vous en préfecture pour vérifier que le contrôle de légalité est d'accord sur la formulation. La présidente précise que dès que la délibération sera passée en comité syndical, les EPCI auront 3 mois pour éventuellement s'opposer.

JC FRAISSARD demande si ce sera acté de fait s'il n'y a pas de retour dans les délais.

A. DELARUE répond que oui.

T. REPENTIN dit que chacun va devoir dans sa collectivité respective, examiner et voir l'impact avec son exécutif. Il donne un avis mais il a besoin que son exécutif se positionne.

R. BERETTI demande si Savoie Déchets a ou a pensé faire une prospective financière.

La présidente répond qu'elle a été faite et présentée à tous les services financiers des adhérents. Elle ajoute que les tarifs appliqués sont les mêmes que ceux inscrits dans la prospective d'il y a 4 ans. Grand

lac est d'ailleurs assidu à cette présentation mais certains adhérents ne participent pas. La prospective est mise à jour par le directeur administratif et financier.

R. BERETTI indique qu'il est d'accord sur le principe, mais se fait le relai de l'expression d'inquiétudes des élus, concernant l'évolution à 5 ans.

La présidente explique que sur les évolutions de tarifs, certaines ont pu être anticipées lorsqu'elles sont liées à des normes réglementaires. Notamment la TGAP et l'application du BREF ;

S'il devait y avoir une nouvelle loi, une nouvelle évolution, il est évident qu'elle impactera l'équilibre.

C. RAUCAZ rappelle l'augmentation des tarifs de l'électricité et celle de l'assurance.

La présidente souligne la crainte d'une application des quotas carbone à horizon 2028, cela se traduirait par 80€ la tonne en plus dans le tarif de traitement, ce qui n'est pas du tout soutenable par les collectivités. Des discussions sont en cours avec l'État pour voir si ces quotas carbone peuvent venir en dégrèvement de la TGAP.

JM. DRIVET précise que sur la partie relevant de nouvelles compétences il n'y a pas beaucoup de recul.

La présidente répond qu'autant sur les déchets alimentaires il y a peu de recul, autant sur les déchets verts, les plateformes existent depuis 20 ans.

JM DRIVET évoque les incertitudes sur Francin au vu des difficultés d'exploitation et se dit attentif.

M. SAVINEAUX demande si du point de vue juridique les modifications statutaires portent sur le traitement des déchets verts. Concernant les déchets alimentaires, il demande dans quelle catégorie ils se trouvent.

La présidente répond qu'ils sont déjà dans les déchets ménagers et assimilés, il s'agit de déchets organiques, au sens du code de l'environnement soit : déchets verts plus déchets alimentaires.

La présidente demande s'il y a d'autres sujets, d'autres questions et prend note de l'avis favorable sur ce transfert de la compétence et sur cette modification des statuts Elle propose de lever la séance.

La conférence des présidents est clôturée à 19 h 17